



COMITÉ D'ACTION SOCIALE DU PERSONNEL TERRITORIAL DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

FICHE DE RENSEIGNEMENTS : DEMANDE DE SECOURS EXCEPTIONNEL

INFORMATIONS CONCERNANT L'ADHÉRENT

NOM USUEL :	
Prénom :	
NOM DE NAISSANCE :	
Situation Familiale :	
Nombre d'enfants à charge :	
COLLECTIVITÉ EMPLOYEUR :	

LOGEMENT (cocher la case correspondante)

Type de logement :	Maison Individuelle <input type="checkbox"/>	Appartement <input type="checkbox"/>
Catégorie :	T1 <input type="checkbox"/> T2 <input type="checkbox"/> T3 <input type="checkbox"/> T4 <input type="checkbox"/> T5 <input type="checkbox"/> T6 <input type="checkbox"/>	
Vous êtes :	Locataire <input type="checkbox"/>	Propriétaire <input type="checkbox"/>

REVENUS MENSUELS

	Adhérent	Conjoint
Salaires / revenus assimilés	€	€
Pensions, retraites	€	€
Prestations sociales :	€	€
Logement (APL, ALS) :	€	€
Allocations familiales :	€	€
Pension alimentaire :	€	€
Revenus fonciers :	€	€
Prime d'activité :	€	€
Autres (à préciser) :	€	€
TOTAUX :	€	€

CHARGES MENSUELLES

Loyer brut :	€	Taxe Foncière :	€
Charges :	€	Taxe d'Habitation :	€
Autres (à préciser) :	€	Taxe Ordures Ménagères :	€
TOTAL :			

CRÉDITS

Objet	Montant / mois	Date de fin
Accession à la propriété :	€	
Voiture :	€	
Consommation	€	
Banque de France :	€	
Autres (à préciser) :	€	
TOTAL :		

FRAIS DIVERS (montants mensuels en €)

Impôt sur le revenu :	€	EDF :	€
Assurance Maison :	€	GDF :	€
Assurance Voiture :	€	EAU :	€
Mutuelle santé :	€	Téléphone :	€
Mutuelle maintien salaire :	€	Internet :	€
Frais de garde enfants :	€	Ordures ménagères :	€
Frais de scolarité / cantine :	€	Autres (à préciser) :	€
TOTAL :			

À noter : Mentir lors d'une démarche administrative est un délit. Les faits punis sont : les mensonges délibérés (ex : déclarer des revenus plus faibles) ou l'omission de certaines informations (ex : ne pas déclarer certaines ressources). L'auteur des faits risque des sanctions complémentaires. Il peut également être condamné au paiement de dommages-intérêts (remboursement de prestations...).

Vous êtes informés que vos données à caractère personnel, recueillies sur cette fiche de renseignements, font l'objet d'un traitement informatique. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 2018 modifiée et du RGPD, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux données qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez-vous adresser au CAS 64.